

de la Chambre? J'affirme à tous les partis de l'opposition qu'à mon sens nous sommes tous las de ces manœuvres, de ces discours, de la supercherie funeste de vendredi dernier, au moment même où les affaires du pays s'en vont à vau-l'eau...

**L'hon. M. Starr:** Il est amusant d'entendre ces mots dans votre bouche.

**L'hon. M. Pearson:** ... et que la nation exige un programme d'action. Mais tout ce qu'on nous offre est le chaos et les faux-semblants.

**L'hon. M. Fleming:** Et de l'obstruction.

**L'hon. M. Pearson:** Il me souvient...

**L'hon. M. Starr:** Surtout de l'obstruction.

**L'hon. M. Pearson:** ... au Parlement de Westminster, lors d'une séance dramatique...

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Nous avons dirigé ces batteries contre vous.

**L'hon. M. Pearson:** ... en 1940...

**Le très hon. M. Diefenbaker:** Nous avons employé cette arme en 1955.

**Des voix:** Règlement!

**L'hon. M. Pearson:** J'en ai déjà parlé, monsieur l'Orateur, mais jamais avec autant d'à-propos qu'à l'égard de la présente législature et du gouvernement en place. En 1940, durant les heures les plus sombres de la guerre, la Grande-Bretagne était dirigée par un gouvernement qui ne possédait pas le dynamisme et l'esprit de décision requis pour faire face à la situation. C'est au tour du Canada d'être aux prises avec des problèmes et une situation d'urgence. C'est pourquoi il nous faut un gouvernement qui saura prendre des décisions et faire face aux problèmes de l'heure. En 1940, un partisan avait dit du gouvernement de Westminster qu'il était inspiré de bonnes intentions. Il a dû être fort triste lorsqu'il a prononcé son discours à ce moment-là, mais il a repris les paroles que Cromwell avait adressées au Long Parl:

Vous avez siégé ici trop longtemps pour le peu de bien que vous avez fait.

**Une voix:** C'est pour cela que les Canadiens vous ont éconduits en 1957.

**L'hon. M. Pearson:** L'observation ne manque pas d'à-propos, mais je puis assurer à la Chambre que les honorables vis-à-vis ne pourront jamais se vanter d'avoir conduit les affaires de l'État avec détermination pendant vingt-deux ans.

Puis, M. Amory a repris les paroles de Cromwell:

Partez, je vous l'ordonne, et finissons-en. Au nom du ciel, partez.

En partant, monsieur l'Orateur, ils vont du moins rendre décidément un service au

peuple canadien. Ils vont fournir à la population l'occasion de choisir un meilleur gouvernement. Par conséquent, appuyé par l'honorable député de Laurier (M. Chevrier), je propose l'amendement suivant:

Que tous les mots qui suivent l'expression «Que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

ce gouvernement, à cause de son manque d'initiative, de la division au sein du cabinet ainsi que de la confusion et de l'indécision dont il fait preuve en face des problèmes nationaux et internationaux, n'a pas la confiance du peuple canadien.

**M. R. N. Thompson (Red-Deer):** Monsieur l'Orateur, nous, créditistes, estimons depuis les élections du 18 juin que le Parlement doit servir les meilleurs intérêts du Canada et de la population canadienne. Nous avons déclaré au début de la présente session qu'il était du devoir de tous les membres de ce Parlement, de tous les partis, d'assumer cette responsabilité. C'est la raison pour laquelle nous avons été élus à la Chambre. Je regrette cette théorie voulant que le seul et premier devoir des partis de l'opposition à la Chambre soit simplement de renverser le gouvernement. Le fait d'afficher pareille attitude ne constitue rien moins qu'un manque de responsabilité.

Je suis convaincu que nous sommes tous responsables ici, collectivement, et cela s'applique de façon particulière dans cette Chambre minoritaire, d'assurer au gouvernement l'autorité et les fonds nécessaires pour s'acquitter de l'administration des affaires publiques du pays. Nous assurons cette autorité et ces fonds au gouvernement actuel, même s'il est minoritaire, tout simplement parce qu'il constitue le groupe minoritaire le plus important. Toutefois, il convient de reconnaître que cette ligne de conduite se fonde, et s'est toujours fondée, sur cette prémisse que le gouvernement présenterait des programmes précis et des mesures législatives aptes à donner suite à ces programmes. Cependant, ces derniers mois, ce Parlement, ce 25<sup>e</sup> Parlement, ne s'est pas acquitté de ses responsabilités envers la population du pays. Vous voudrez bien observer que j'ai dit «ce Parlement» car cela s'applique à nous tous collectivement.

A ce stade-ci, nous sommes particulièrement préoccupés par les événements des quelques derniers jours, ainsi que des raisons qui expliquent la façon dont ces événements se sont déroulés. La déclaration du Département d'État des États-Unis et la démission du ministre de la Défense nationale sont deux exemples frappants—et ne sont pas le résultat de la détermination de l'opposition à renverser le gouvernement—de la confusion, de l'indécision et de l'hésitation du gouvernement